

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
26 mars 2003
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 24 mars 2003, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim
de la Mission permanente de l'Ouganda
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte de la déclaration rendue publique le 22 mars 2003 par le Troisième Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la République de l'Ouganda au sujet de la situation en Iraq (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim
(Signé) Fred **Beyendeza**



Annexe à la lettre datée du 24 mars 2003, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Ouganda auprès de l'Organisation des Nations Unies

La situation actuelle en Iraq

1. Le Conseil des ministres, réuni sous la présidence de M. Yoweri Museveni, Président de l'Ouganda, le 21 mars 2003, a décidé d'apporter son soutien à la coalition dirigée par les États-Unis en vue de désarmer l'Iraq par la force. Il a également décidé que l'Ouganda, si nécessaire, se tiendrait prêt à aider la coalition par tous les moyens possibles.

2. L'Ouganda a adopté cette position pour les raisons suivantes :

a) L'Ouganda a été victime de la pire sorte de terrorisme d'État. Ce terrorisme a été le fait de certains des pays voisins, aidés activement par le gouvernement de Saddam Hussein. Des groupes terroristes ont, depuis 1986, infligé des souffrances indicibles à notre population : Mouvement du Saint-Esprit de Lakwena, Armée populaire ougandaise de Peter Otai, Armée de la résistance du Seigneur de Joseph Kony, Forces démocratiques alliées de Jamil Mukulu et Front de la rive occidentale du Nil de Juma Oris. Ces groupes ont assassiné un grand nombre de personnes dans différentes régions de l'Ouganda (Gulu, Lira, Apach, Teso, West Nile, Kabarole, Bundibugyo, Kasese, Bushenyi et Kamwenge). Au collège technique de Kichwamba, ils ont brûlé vifs 50 étudiants dans un dortoir. À Atiak et à Muchwiri, 200 et 70 personnes, respectivement, ont été sauvagement assassinées. Au nord d'Adilang, on a fait cuire des êtres humains dans des marmites! Des personnes ont eu les membres, les oreilles et le nez coupés;

b) À Kampala seulement, on a dénombré 48 attentats à la bombe, qui ont entraîné la mort de 86 personnes et en ont blessé gravement 286 autres. À Busia, plus de 200 conseillers municipaux ont été assassinés. L'Ouganda a livré seul son combat contre ces groupes terroristes aidés par des États. Nous n'avons guère reçu d'aide de l'extérieur. Les appels à l'aide que nous avons adressés à l'extérieur n'ont pas été entendus;

c) Les liens possibles entre terrorisme et armes de destruction massive – nucléaires, chimiques, biologiques – font peser une très grave menace sur la paix et la sécurité internationales. Dans le passé, le régime de Saddam Hussein a utilisé des armes chimiques et biologiques non seulement contre le peuple iraquien, mais également contre la République islamique d'Iran. Le danger de voir des armes de destruction massive irakiennes tomber entre les mains de groupes terroristes est donc réel.

3. Enfin, le Conseil des ministres a examiné la question de Palestine et a réaffirmé qu'il était favorable à ce que le peuple palestinien puisse vivre dans un État indépendant aux côtés d'Israël à l'intérieur de frontières sûres et

internationalement reconnues. Dans ce contexte, le Conseil des ministres a souligné qu'il importe que l'ONU et le Quatuor s'attachent sérieusement à accélérer le plan de campagne pour le processus de paix au Moyen-Orient.

Le Troisième Vice-Premier Ministre
et Ministre des affaires étrangères
(*Signé*) J. F. **Wapakabulo**

Kampala (Ouganda), le 22 mars 2003
